



Plan de Sauvegarde de l'emploi chez CATERPILLAR France SAS 600 Suppressions de postes et 133 otages

Plan de "sauvegarde" avorté !

Depuis le début de l'année, c'est dans un climat social très tendu que les organisations syndicales se sont unies afin de faire aboutir les revendications de l'intersyndicale avec principalement :

Pérennité du site, pas de licenciements secs, indemnités de départ conséquentes

Le blocage des négociations avec la Direction locale ayant entraîné près de 9 semaines de conflit, même si l'enveloppe globale allouée pour plan de "sauvegarde" de l'emploi a été augmentée, n'ont pas permis de d'aboutir sur les revendications de l'intersyndicale face à un groupe dirigeant sourd et jusqu'au-boutiste.

A ce jour, le plan de "sauvegarde" de l'emploi n'en porte que le nom étant donné que nos principales propositions permettant de diminuer le volume de destruction d'emploi n'ont été entendus ni par le gouvernement, ni par la Direction de CFSAS.

Pour rappel, ces propositions auraient ouvert des solutions à plus de 450 salariés : passage temporaire à 32h, convention FNE ouvrier/ETAM à 57 ans, formations OPCA/EM/Etat/Région, départs volontaires sur une durée de six mois

Selon l'expert mandaté par le CE, plus de 450 suppressions de postes mettent en danger le site et son redémarrage, de plus, la perte de nos fournisseurs et sous-traitants aggravent encore cette situation.

CATERPILLAR INC.
2008 CA : 51 Mds\$, Bénéfice : 3,56 Mds\$
2009 CA : 40 Mds\$ et 2,50\$ /action attendu et ...
25000 postes détruit dans le monde, dont 733 sur les sites de Grenoble et Echirolles

Les 19 ! Attention aux dommages collatéraux.

Longtemps le préalable des organisations syndicales a été de trouver une solution pour les 19 salariés qui se sont mis en avant pour lutter contre ce plan de licenciement massif et injuste.

Dans un contexte de conflit social dur, la Direction veut faire un exemple en engageant des procédures de licenciement à l'encontre de quelques uns, même pour des faits insignifiants et notamment à l'encontre de deux délégués du personnel CGT.

C'est au droit de grève, au droit de vivre debout que souhaite s'attaquer nos dirigeants après avoir généré une situation délétère dans l'entreprise. La Cgt ne laissera pas tomber ces 19 salariés qui aujourd'hui sont traités comme des « criminels » par Caterpillar Inc. et nous vous invitons à largement les soutenir en interpellant les élus CE, les organisations syndicales et les cadres dirigeants de l'entreprise.

Contre toute démocratie, un accord cadre a été signé !

Précédent la dernière réunion extraordinaire de consultation du comité d'entreprise du lundi 11 mai sur le PSE, malgré l'empressement de la Direction d'en finir, les organisations syndicales ont souhaité et voulu se donner le temps de la consultation des salariés avant toute signature d'un accord cadre portant sur l'organisation et l'aménagement du temps de travail. Ainsi, le projet présenté par la direction s'est vu rejeté à **50,25% (62% pour le personnel d'atelier, cadre inclus)** lors du référendum du mercredi 06 mai dernier, ce qui justifie le positionnement des élus CGT au comité d'entreprise du 11 et 18 mai 2008. (Voir déclaration des élus CE CGT aux tableaux d'affichages)

Malgré un vote défavorable pour la mise en place de ce projet d'aménagement du temps de travail, **trois organisations syndicales de salariés** CFDT/FO/CFTC en ont décidé autrement ; en signant ce même accord

cadre dans une version soi-disant "light" (sans horaires tournants) et en suspendant 133 suppressions de postes jusqu'à une éventuelle signature avant le 1^{er} octobre prochain.

Pour la Cgt, il est inacceptable que :

- la démocratie soit foulée au pied alors qu'une consultation des salariés s'est tenue et qu'un avis négatif ait été rendu sur le contenu de ce projet d'accord,
- le fait qu'une ou plusieurs organisations syndicales cherchent à faire passer arbitrairement de nouvelles propositions de la Direction sans au préalable demander l'avis de ces mêmes salariés.

De plus, cela semble illusoire de croire que des négociations loyales vont pouvoir s'ouvrir alors que depuis le début de l'année nos dirigeants restent droits dans leurs bottes. Dans tous les cas, si des négociations il y a, les élus Cgt s'efforceront de diminuer l'impact de cet accord en faisant valoir les revendications du personnel.

Derrière un groupe "éthique", quelle politique de l'emploi !

Fort de l'annonce de Jim Owens mi-janvier, la Direction de Caterpillar France s'efforce à faire du zèle en maintenant son plan de destruction massives d'emplois aux objectifs prévus, ainsi $600+133=733$.

Qui en sont les bénéficiaires hormis les actionnaires et ceux mandatés pour mettre en œuvre ces licenciements ? Nul ne le sait, néanmoins cela pose de graves questions sur la politique industrielle du groupe, sur les conséquences à court et moyen terme de l'activité sur nos deux sites et chez nos sous-traitants, avec comme finalité l'emploi.

L'exemple est là et devient clair pour tous, les politiques menées par les grands groupes axée uniquement sur les profits financiers font de l'emploi une simple variable d'ajustement sans égard quelconque pour les salariés, conduisant l'industrie de notre pays au désastre. Au bout du bout, nous sommes tous concernés.



La Cgt Caterpillar avec les « Caters » en lutte organisent "le TGV des Caters" jeudi 28 mai pour un rassemblement devant l'Assemblée Nationale où sera déposée une proposition de loi « visant à interdire les licenciements pour les entreprises faisant des profits »

D'autres salariés d'entreprises seront présents tels que Continental, Sony, 3M, Tyco, et bien d'autres.

C'est pourquoi nous appelons à une journée de grève ce jour là et demandons aux salariés désirant s'inscrire de prendre contact rapidement avec leurs élus Cgt.

Autre événement de la semaine :

Pour plus de justice sociale en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat !!!

La crise c'est eux, la solution c'est nous !

MANIFESTATION MARDI 26 MAI

Départ place de la gare à 10h00